

**Convention collective départementale**  
**IDCC : 984. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,**  
**MÉCANIQUES ET CONNEXES**  
**(Eure-et-Loir)**  
**(27 juillet 1978)**

(Etendue par arrêté du 23 novembre 1979,  
*Journal officiel* du 25 janvier 1980)

---

**ACCORD DU 11 MARS 2011**  
**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES POUR L'ANNÉE 2011**

NOR : ASET1150679M  
IDCC : 984

Entre :

L'UIMM Eure-et-Loir,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC ;

La CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En considération de l'esprit de l'accord national du 28 juillet 1998 et de son avenant du 29 janvier 2000 et en application des articles 13 *bis*, 13 *ter* et 13 *quater* de la convention collective, des rémunérations annuelles garanties ont été fixées à partir de l'année civile 2011 et figurent en annexe au présent avenant suivant le barème ci-joint.

Le barème est établi sur la base de 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Ce barème est composé de 3 tableaux :

- administratifs et techniciens ;
- ouvriers ;
- agents de maîtrise d'atelier.

**Article 2**

La vérification de la rémunération annuelle globale du salarié telle que définie à l'article 13 *quater* sera effectuée au plus tard à la fin du 1<sup>er</sup> mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture en cours d'année. La garantie s'appliquera *pro rata temporis* en

cas d'entrée ou de départ en cours d'année, de même qu'en cas de changement de classement ou de suspension du contrat de travail.

Au cas où l'employeur aurait à verser un complément de rémunération, celui-ci sera effectué au plus tard avec la paye du 1<sup>er</sup> mois suivant la période de vérification ou au terme du contrat de travail en cas de rupture avant cette date.

### **Article 3**

Le présent avenant et ses annexes, conformément aux articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, sont faits en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Au nom de l'ensemble des signataires, l'UIMM d'Eure-et-Loir diligentera une demande d'extension auprès du ministère.

### **Article 4**

Le présent avenant se substitue au document portant sur le même objet en date du 29 janvier 2010.

Fait à Chartres, le 11 mars 2011.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des rémunérations annuelles garanties à compter de l'année 2011

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	1	140	16 420	O1 16 472	
	2	145	16 472	O2 16 527	
	3	155	16 542	O3 16 628	
II	1	170	16 645	P1 16 860	
	2	180	16 788		
	3	190	16 921	P2 17 076	
III	1	215	17 025	P3 17 563	AM1 17 687
	2	225	17 129		
	3	240	17 504	TA1 18 144	AM2 18 530
IV	1	255	18 232	TA2 18 869	AM3 19 406
	2	270	18 999	TA3 20 009	
	3	285	20 075	TA4 21 099	AM4 21 393
V	1	305	21 371		AM5 22 946
	2	335	23 335		AM6 25 212
	3	365	25 506		AM7 27 245
	3	395	27 556		AM7 29 527